

Le poids de la formation continue réalisée en application de conventions ou de contrats de formation professionnelle dans la production de certification de l'enseignement supérieur, et notamment dans les universités, apparaît modeste : en 1998, sur environ 490 000 diplômes nationaux délivrés par les universités et les instituts nationaux polytechniques, 17 100 ont été préparés en formation continue. Les formations diplômantes du supérieur ont accueilli 181 130 stagiaires de la formation continue, soit une baisse de 9 % depuis 1996. Ce fléchissement, déjà observé en 1997 (- 2 %), s'est nettement accentué en 1998 (- 7 %). La majorité (65 %) des stagiaires de ces formations prépare un diplôme d'établissement. Les 36 350 diplômes délivrés se répartissent équitablement entre diplômes d'établissement (51 %) et diplômes nationaux (49 %). La baisse annuelle de 4 % du nombre de diplômes nationaux délivrés en 1998 n'affecte pas les filières à vocation professionnelle. La progression de 6 % des diplômes d'établissement concerne plus particulièrement les diplômes d'université et les formations de niveau I.

La formation continue dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'Éducation nationale

2. La production de certification en 1998

L'ouverture aux adultes des cycles d'études de l'enseignement supérieur fait expressément partie des missions du service public de l'enseignement supérieur. De fait, la plupart des formations diplômantes du supérieur sont actuellement accessibles par la voie de la formation continue.

Seule une faible proportion des personnes inscrites dans des formations préparant à des diplômes relève du régime juridique de la formation continue. En 1998, sur 490 000 diplômes nationaux délivrés par les universités et instituts nationaux polytechniques (INP), 17 100 ont été préparés en formation continue (*tableau I*). Ce constat ne prend pas en compte, au titre de la formation continue, les personnes qui, bien qu'inscrites à l'université sous le régime juridique de la formation initiale, présentent des caractéristiques proches de celles des publics de la formation continue (*voir l'encadré p. 6*).

Dans l'enseignement supérieur, le développement de la production de certification par la voie de la formation continue repose en grande partie sur l'aménagement des cursus :

- le découpage des formations en modules capitalisables permet aux adultes engagés dans la vie active de fractionner dans le temps leur effort ;

- une mise à disposition des programmes combinant différents modes de participation (accès à des centres de ressources, formation ouverte et à distance, tutorat) facilite la poursuite des études en dehors du temps de travail ;

- les parcours de formation peuvent être allégés par la validation des études et des acquis professionnels.

Ces dispositifs n'en sont qu'à leurs débuts dans la plupart des établissements¹. Notamment, dans le cadre de la validation d'acquis, 8 400 étudiants universitaires ont obtenu, en 1998, une dispense du titre requis pour l'accès à la préparation d'un diplôme national (décret de 1985) et 840 une dispense d'une partie des enseignements et épreuves du diplôme postulé (décret de 1993).

Les possibilités d'aménagement des diplômes nationaux sont limitées : les cursus sont organisés selon des modèles qui fixent notamment le contenu des enseignements et les conditions d'accès. Pour répondre à des besoins de formation que les diplômes nationaux ne peuvent pas toujours prendre en compte, les établissements d'enseignement supérieur ont été amenés à créer des diplômes d'établissement ayant des objectifs et des durées très variés.

RÉPARTITION ÉQUITABLE ENTRE DIPLÔMES NATIONAUX ET DIPLÔMES D'ÉTABLISSEMENT

En 1998, 181 130 stagiaires de la formation continue préparent un diplôme national

1. Toutefois, les formations du CNAM présentent, entre autres, la particularité d'être organisées en unités de valeur capitalisables et de se dérouler, pour la plupart, en dehors du temps de travail.

Diplômes nationaux

Les diplômes nationaux sont délivrés par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) ¹ habilités à cet effet par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur. Les décrets n°84-573 du 5 juillet 1984, 84-932 du 17 octobre 1984 et 85-246 du 14 février 1985 établissent la liste des diplômes nationaux.

L'habilitation à délivrer un diplôme est soumise à l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) à partir d'un dossier présenté par l'établissement et soumis à l'examen préalable d'une commission.

S'il s'agit d'un IUT ou d'un IUP, le dossier est examiné par la Commission consultative nationale (CCN) compétente (CCN IUT ou CCN IUP) composée d'universitaires et de professionnels. Dans tous les autres cas, l'établissement doit soumettre son dossier à des groupes d'experts constitués auprès du ministère de l'Éducation nationale.

Le dossier d'habilitation doit notamment préciser les modalités d'organisation de la formation et les débouchés prévus. L'habilitation, accordée pour une durée de quatre ans, précise l'intitulé général du diplôme, sa spécialité, ainsi que le nom du responsable.

Diplômes d'établissement

Outre les diplômes nationaux pour lesquels ils ont obtenu une habilitation, les établissements publics du supérieur peuvent délivrer des diplômes qui leur sont propres. Les décrets n°73-226 et 73-227 du 27 février 1973 précisent que ces diplômes ne peuvent pas porter la même dénomination que les diplômes nationaux.

Les diplômes d'établissement, et notamment les diplômes d'université, n'ont pas de valeur juridique particulière, sauf s'ils ont fait l'objet d'une homologation par la Commission technique d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique.

Le classement des diplômes d'établissement s'effectue selon une nomenclature en niveaux. Pour les titres homologués, il est déterminé au moment de l'homologation en examinant le niveau de qualification des emplois occupés par les trois dernières cohortes de sortants.

Par exemple, un diplôme homologué sera classé au niveau I si la majorité des sortants des trois dernières années occupent des emplois exigeant normalement une formation de niveau supérieur à celui de la maîtrise.

– Niveau I : niveau troisième cycle universitaire, diplôme de grande école.

– Niveau II : niveau licence, maîtrise.

– Niveau III : niveau brevet de technicien supérieur (BTS), diplôme universitaire de technologie (DUT), diplôme de fin de premier cycle de l'enseignement supérieur (DEUG ou DEUST).

– Niveau IV : niveau baccalauréat technique, brevet de technicien.

– Niveau V : niveau brevet d'études professionnelles (BEP), certificat d'aptitude professionnelle (CAP).

1. Les EPCSCP recouvrent les universités auxquelles sont assimilés les instituts nationaux polytechniques ; les écoles et instituts extérieurs aux universités ; les écoles normales supérieures, les écoles françaises à l'étranger et les grands établissements (article 24 de la loi n°84-52 du 26 janvier 1984).

ou un diplôme d'établissement dans un établissement public d'enseignement supérieur (tableau II). Dans un contexte plus favorable à l'emploi, les adultes ont été moins nombreux à entreprendre une formation de longue durée débouchant sur un diplôme : en 1998, le nombre des inscriptions a baissé de 9 % par rapport à 1996.

Globalement mieux adaptés aux contraintes et aux besoins des publics en reprise d'études, les diplômes d'établissement du supérieur accueillent une large majorité (65 %) de ces stagiaires.

Environ 36 350 diplômes préparés en formation continue ont été délivrés par les établissements publics de l'enseignement supérieur en 1998. Ils se répartissent équitablement entre diplômes d'établissement (51 %) et diplômes nationaux (49 %).

TABLEAU I – La production de certification nationale dans les universités, les INP et les EPA rattachés en 1998
France entière

Nombre de diplômes nationaux décernés *	490 000
dont diplômes nationaux préparés en formation continue**	17 057
Nombre de validation d'acquis au titre du décret de 1985 ***	8 356
Nombre de validation d'acquis au titre du décret de 1993 ***	840

Sources :

* DPD C2 – Enquête sur les diplômes nationalement habilités délivrés :

– dans les disciplines médicales en 1997,
– dans les disciplines non médicales en 1998.

Champ de l'enquête : universités, instituts nationaux polytechniques (INP), instituts d'études politiques de Paris, Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), Observatoire de Paris et grandes écoles habilitées à délivrer les diplômes nationaux.

France métropolitaine et DOM.

Périodes de référence : années universitaires 1996/1997 (disciplines médicales) et 1997/1998 (disciplines non médicales).

** DPD C4 – Enquête sur les actions de formation continue réalisées en 1998 dans les établissements publics d'enseignement supérieur.

*** DPD C4 – Enquête sur la validation des acquis professionnels en 1998 dans les établissements publics d'enseignement supérieur.

Champ des enquêtes DPD C4 : universités, instituts nationaux polytechniques (INP), EPA rattachés aux universités, EPA autonomes, instituts et écoles extérieurs aux universités, grands établissements, écoles normales supérieures, réseau du CNAM (CNAM Paris, centres régionaux associés, instituts du CNAM).

France métropolitaine et DOM-TOM.

Période de référence : année civile 1998.

TABLEAU II – Répartition des actions de formation continue dans les établissements publics d'enseignement supérieur selon leur nature et le niveau de formation en 1998
France entière

	Niveaux I et II		Niveau III		Niveau IV		Niveaux V et VI		Niveau indéterminé		Total	
	Nbre de stagiaires	Nbre d'heures-stagiaires (en milliers)	Nbre de stagiaires	Nbre d'heures-stagiaires (en milliers)	Nbre de stagiaires	Nbre d'heures-stagiaires (en milliers)	Nbre de stagiaires	Nbre d'heures-stagiaires (en milliers)	Nbre de stagiaires	Nbre d'heures-stagiaires (en milliers)	Nbre de stagiaires	Nbre d'heures-stagiaires (en milliers)
CNAM et son réseau												
Formations diplômantes												
Diplôme ou titre national et diplôme d'établissement	55 559	9 965	25 220	4 647	2 080	225	24	5	–	–	82 883	14 842
Formations professionnelles non diplômantes												
dont la durée est supérieure ou égale à 100 heures	1 446	105	607	88	426	50	250	15	435	30	3 164	288
dont la durée est inférieure à 100 heures	1 925	34	468	13	93	6	–	–	15 503	397	17 989	450
Formations générales à caractère culturel	1 378	204	1 360	142	80	6	–	–	351	18	3 169	370
Total	60 308	10 308	27 655	4 890	2 679	287	274	20	16 289	445	107 205	15 950
Universités, INP et EPA rattachés												
Formations diplômantes												
Diplôme ou titre national	24 373	8 407	13 147	6 114	21 629	3 667	1 896	279	837	35	61 882	18 502
Diplôme d'établissement	23 429	5 116	8 432	2 820	1 679	596	303	52	448	26	34 291	8 610
Formations professionnelles non diplômantes												
dont la durée est supérieure ou égale à 100 heures	4 993	727	4 314	569	3 512	554	981	118	4 052	504	17 852	2 472
dont la durée est inférieure à 100 heures	23 060	634	15 875	841	5 770	551	2 789	208	40 251	1 571	87 745	3 805
Formations générales à caractère culturel	10 482	1 261	450	30	4 098	284	189	14	70 878	2 223	86 097	3 812
Total	86 337	16 145	42 218	10 374	36 688	5 652	6 158	671	116 466	4 359	287 867	37 201
Autres EPCSCP et EPA autonomes												
Formations diplômantes												
Diplôme ou titre national	963	510	338	70	29	6	–	–	–	–	1 330	586
Diplôme d'établissement	654	233	93	56	–	–	–	–	–	–	747	289
Formations professionnelles non diplômantes												
dont la durée est supérieure ou égale à 100 heures	318	85	358	163	18	13	14	3	–	–	708	264
dont la durée est inférieure à 100 heures	7 045	178	1 587	61	607	34	96	3	880	22	10 215	298
Formations générales à caractère culturel	2 452	34	–	–	–	–	–	–	–	–	2 452	34
Total	11 432	1 040	2 376	350	654	53	110	6	880	22	15 452	1 471
Ensemble du supérieur												
Formations diplômantes												
Diplôme ou titre national	25 336	8 917	13 485	6 184	21 658	3 673	1 896	279	837	35	63 212	19 088
Diplôme d'établissement *	79 642	15 314	33 745	7 523	3 759	821	327	57	448	26	117 921	23 741
Formations professionnelles non diplômantes												
dont la durée est supérieure ou égale à 100 heures	6 757	917	5 279	820	3 956	617	1 245	136	4 487	534	21 724	3 024
dont la durée est inférieure à 100 heures	32 030	846	17 930	915	6 470	591	2 885	211	56 634	1 990	115 949	4 553
Formations générales à caractère culturel	14 312	1 499	1 810	172	4 178	290	189	14	71 229	2 241	91 718	4 216
Total	158 077	27 493	72 249	15 614	40 021	5 992	6 542	697	133 635	4 826	410 524	54 622

* Y compris tous les diplômes du CNAM.

Deux raisons possibles peuvent être avancées pour expliquer ce rééquilibrage des recrus en faveur des diplômes nationaux :

- l'adaptation des cursus est plus fréquente pour les diplômes d'établissement et permet aux inscrits d'étaler leur formation dans le temps par l'acquisition progressive de modules capitalisables ;

- les diplômes du CNAM ne sont délivrés aux stagiaires que s'ils en font la demande à l'issue de leur formation. Le nombre de stagiaires qui ont validé un nombre suffisant d'unités de valeur pour obtenir le diplôme est ainsi supérieur au nombre de diplômes effectivement délivrés chaque année par le CNAM.

RÉORIENTATION DE LA DEMANDE VERS LES FILIÈRES PROFESSIONNALISÉES POUR LES DIPLOMÉS NATIONAUX

La baisse du nombre de diplômes nationaux délivrés en 1998 (- 4 % par rapport à 1997) s'accompagne d'une réorientation de la demande vers les formations à vocation professionnelle.

Près de 30 % des diplômes nationaux délivrés en 1998 sont de niveau IV (*graphique 1*). Il s'agit principalement des diplômes d'accès aux études universitaires

(DAEU) : accessibles uniquement aux publics de formation continue, les DAEU confèrent les mêmes droits que le baccalauréat et ouvrent l'accès aux études universitaires, respectivement en lettres et sciences humaines (DAEU A) ou en sciences et techniques (DAEU B). Les diplômes nationaux de niveau IV ont enregistré un recul de 3 % en 1998.

Les diplômes de niveau III représentent 22 % des diplômes nationaux délivrés en formation continue en 1998. Ce sont majoritairement des diplômes universitaires de technologie (DUT) (67 % des diplômes de niveau III). Le succès des filières courtes se

confirme auprès des étudiants en reprise d'études : le nombre de DUT délivrés augmente de 18 % en 1998. À l'inverse, le diplôme d'études universitaires générales (DEUG), qui ouvre l'accès au second cycle universitaire, enregistre une baisse de 23 % du nombre de reçus.

Les diplômes nationaux de niveau II représentent 22 % des diplômes décernés en 1998. La baisse du nombre de reçus (- 14 %) s'explique par un certain désintérêt pour les filières générales. Les formations à visée professionnelle enregistrent une croissance modérée, sans doute en raison du caractère sélectif de ces filières. Les maîtrises professionnalisées (16 % des diplômes de niveau II) ont progressé de 3 % en 1998.

Les diplômes de niveau I correspondent à un peu plus de 26 % des diplômes décernés. Ce niveau est très largement dominé par les formations à vocation professionnelle : les diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS), qui représentent déjà la majorité (78 %) des diplômes décernés au niveau I, ont enregistré une hausse de 12 % en 1998. Les diplômes et titres d'ingénieurs, qui nécessitent un investissement beaucoup plus long en formation, sont en recul de 24 % par rapport à 1997. Les diplômes d'études approfondies (DEA), premier maillon des études doctorales, ne représentent que 4 % des diplômes de niveau I et sont également orientés à la baisse (- 28 % en 1998).

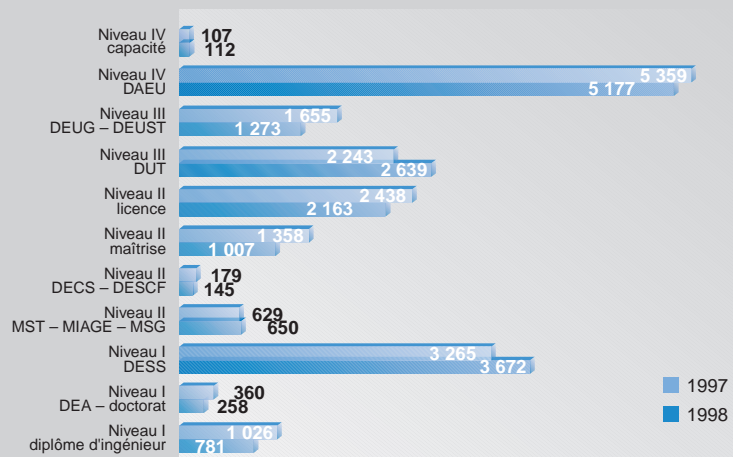
POUR LES DIPLÔMES D'ÉTABLISSEMENT, FORTE CROISSANCE DU NOMBRE DES REÇUS AU NIVEAU I

L'ensemble des diplômes d'établissement a progressé de 6 % en 1998. Il s'agit majoritairement de diplômes de niveau II (43 % des diplômes d'établissement) (*graphique 2*). Viennent ensuite les diplômes de niveau I (32 %) et de niveau III (25 %). L'évolution par cycle suit globalement la tendance observée pour les diplômes nationaux : en 1998, le nombre de diplômés a reculé de 10 % environ aux niveaux III et II, et augmenté de 75 % au niveau I.

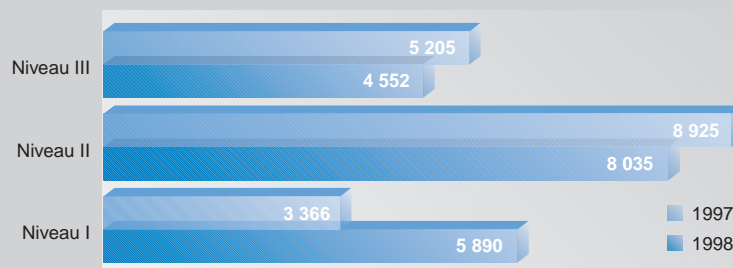
OFFRE DE FORMATION DIFFÉRENCIÉE SELON LE STATUT DES ÉTABLISSEMENTS

Les universités, les instituts nationaux polytechniques (INP) et les établissements

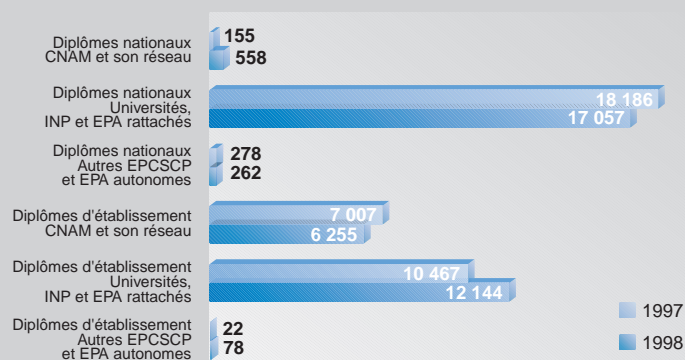
GRAPHIQUE 1 – Diplômes nationaux délivrés en formation continue par les établissements publics d'enseignement supérieur selon le niveau et le type de diplôme en 1997 et 1998
France entière



GRAPHIQUE 2 – Diplômes d'établissement délivrés dans les établissements publics d'enseignement supérieur en formation continue selon leur niveau en 1997 et 1998
France entière



GRAPHIQUE 3 – Diplômes délivrés en formation continue par les établissements publics d'enseignement supérieur selon leur nature et le statut des établissements en 1997 et 1998
France entière



publics administratifs (EPA) qui leur sont rattachés délivrent presque la totalité (95 %) des diplômes nationaux préparés en formation continue (*graphique 3*).

70 % des diplômes nationaux d'ingénieurs sont décernés par les écoles d'ingénieurs internes aux universités et les EPA rattachés. Les 30 % restants sont préparés dans les EPA autonomes, les écoles d'ingénieurs extérieures aux universités et les

grands établissements (hors CNAM). La presque totalité (91 %) des diplômes délivrés par les EPA autonomes, les écoles d'ingénieurs extérieures aux universités et les grands établissements sont des diplômes d'ingénieurs.

66 % des diplômes d'établissement sont délivrés par les universités et 34 % par le réseau du CNAM. Les diplômes d'établissement homologués constituent l'essentiel

L'homologation des titres et des diplômes

L'homologation consiste à situer un titre dans l'échelle des cinq niveaux de formation. L'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique a pour base l'article 8 de la loi d'orientation sur l'enseignement technologique du 16 juillet 1971. Les mesures d'application de ce texte sont aujourd'hui fixées par le décret n°923 du 8 janvier 1992. La loi de 1971 n'en donne pas une définition explicite mais elle est d'abord une consécration, par l'autorité publique, de la validité de la formation conduisant à la délivrance du titre homologué et à son classement dans un niveau de formation.

Ce système permet une évaluation officielle et publique à caractère interministériel et donne lieu à une publication au *Journal officiel*. Les demandes sont examinées, à partir d'un rapport, par une commission dans laquelle siègent aussi bien des représentants des ministères que du monde socioprofessionnel.

La loi de 1971 a consacré deux modes d'homologation :
– le premier repose sur la compétence du ministre de l'Éducation nationale et du ministre de l'Agriculture. Tous les titres et diplômes délivrés par eux ou sous leur autorité sont homologués de droit. La commission mentionnée plus loin n'a alors aucun rôle ;
– le second résulte d'un système qui fait intervenir un organe consultatif – la commission technique d'homologa-

tion des titres et diplômes de l'enseignement technologique – chargé de soumettre au Premier ministre (ou par délégation de celui-ci au ministre chargé de l'emploi) des propositions d'homologation donnant lieu, lorsqu'elles sont retenues, à des arrêtés publiés au *Journal officiel*.

La Commission technique d'homologation doit examiner si la formation répond réellement au besoin professionnel identifié par le demandeur d'homologation. Le titre doit correspondre à un métier précis ou une fonction précise. L'homologation se donne aussi comme objectif l'examen de l'insertion professionnelle des trois dernières promotions de stagiaires. Une demande d'homologation ne peut être instruite que si elle fait l'objet d'une saisie émanant d'une des autorités énumérées à l'article 4 du décret du 8 janvier 1992. Chaque titre est désormais réexaminé par la Commission technique d'homologation au bout de trois années.

L'homologation permet notamment aux organismes de formation d'améliorer la lisibilité de leurs formations par la reconnaissance et le positionnement des titres auxquels ils préparent.

Jean-Michel Hotyat,
Direction de l'enseignement supérieur,
Mission à l'emploi

(92 %) de la production de certification du CNAM et de son réseau.

À L'UNIVERSITÉ, SUCCÈS DES DUT, DES DIPLÔMES D'IUP ET DES DESS

Analogue à l'évolution observée pour l'ensemble des établissements, la baisse du nombre de diplômes nationaux délivrés par les universités et les INP (- 6 %) ne concerne que les filières générales.

Près des deux tiers des diplômes nationaux de niveau III sont des DUT, dont la majeure partie (61 %) est délivrée dans trois spécialités : gestion des entreprises et administration, techniques de commercialisation, informatique (*tableau III p.6*). La baisse du nombre de reçus au diplôme d'études universitaires générales (DEUG) et au diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) affecte toutes les disciplines à l'exception des sciences économiques, des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) et des filières des instituts universitaires professionnalisés (IUP).

Au niveau II, seulement 20 % des reçus aux diplômes nationaux ont suivi une for-

mation professionnalisée. Les diplômes de niveau II sont pour la plupart (78 %) obtenus dans trois disciplines : les sciences humaines, les sciences économiques et les sciences et technologie. Les filières à vocation professionnelle ont progressé à un rythme modéré pour les maîtrises de sciences et techniques (MST), les maîtrises de sciences de gestion (MSG) et les maîtrises de méthodes informatiques appliquées à la gestion (MIAGE) (+ 3 %) et à un rythme beaucoup plus soutenu pour les licences et maîtrises IUP (+ 16,9 %).

Plus de 80 % des diplômes nationaux de niveau I sont des DESS, dont la majorité (86 %) est délivrée en sciences économiques, sciences humaines, et sciences et technologie. La forte hausse (+ 10 %) du nombre de reçus au DESS concerne tout particulièrement les sciences économiques et les filières d'ingénierie. Les diplômes d'ingénieur et les DEA ont enregistré des baisses comparables (d'environ 30 %).

Le nombre de diplômes d'établissement délivrés en formation continue par les universités a augmenté de 16 % par rapport à 1997. La baisse observée aux niveaux III et II (- 9 %) affecte les lettres et arts, les sciences et technologie et les sciences économiques. Le nombre de reçus aux diplômes d'établissement de niveau I a doublé par rapport à 1997.

AU CNAM, BAISSÉ DES DIPLÔMES D'ÉTABLISSEMENT ET HAUSSE DES DIPLÔMES NATIONAUX

L'ensemble du réseau du CNAM a délivré 6 810 diplômes en 1998, soit une baisse annuelle de 5 % par rapport à 1997 (*tableau IV p.6*).

Cette baisse affecte toutes les spécialités (informatique, sciences et techniques, tertiaire) aux niveaux III et II. Au niveau III, l'informatique est le seul secteur en recul (- 12 %). À l'inverse, le nombre de reçus du tertiaire a presque doublé par rapport à 1997 : dans cette spécialité, l'extension récente de l'offre de formation du CNAM est en adéquation avec la croissance de la demande.

Les diplômes nationaux délivrés par le CNAM suivent la tendance observée dans les universités. Les DUT et les DESS enregistrent une forte croissance, notamment en informatique et sciences et techniques. À l'inverse, les DEA sont plutôt orientés à la baisse.

Odile Wolber et
Joëlle Grille, DPD C4

TABLEAU III – Diplômes nationaux délivrés en formation continue par les universités, les INP et les EPA rattachés en 1998
France entière

Spécialité	Niveau IV		Niveau III		Niveau II				Niveau I			Total
	Capacité en droit	DAEU	DEUG, DEUST	DUT	Licence	Maîtrise	MST, MIAGE, MSG	DECS, DESCF	DESS	DEA	Diplôme d'ingénieur	
Lettres et arts	–	4 391	89	–	153	80	27	–	178	12	–	4 930
Sciences humaines	–	–	327	259	809	319	40	–	639	43	–	2 493
Droit, sciences politiques	112	–	253	50	315	121	23	–	214	13	–	1 101
Sciences, technologie	–	786	254	716	369	228	155	–	548	31	486	3 573
Sciences éco., gestion, comptabilité	–	–	263	1 264	434	172	401	145	1 834	54	57 *	4 567
Médecine, pharmacie, odontologie	–	–	–	–	–	6	–	–	105	30	–	141
Sciences et techn. des activ. phys. et sportives	–	–	87	–	71	77	4	–	9	4	–	252
Total	112	5 177	1 273	2 289	2 151	1 003	650	145	3 527	187	543	17 057

* Diplômes d'ingénieur-maître délivrés par les instituts universitaires professionnalisés (IUP) dans les spécialités suivantes : ingénierie de la santé, méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises, sciences de gestion, ingénierie du management.

TABLEAU IV – Diplômes délivrés par le CNAM et son réseau selon le niveau de formation et la spécialité en 1998
France entière

Spécialité de formation	Informatique	Sciences et techniques	Tertiaire	Ensemble
Niveau III				
DPC, DPCE, DPCT	247	248	404	899
Autres diplômes homologués	421	231	464	1 116
DUT	162	172	16	350
Total niveau III	830	651	884	2 365
Niveau II				
DEST, DESE, DESA	515	606	602	1 723
Autres diplômes homologués	249	228	1 012	1 489
Total niveau II	764	834	1 614	3 212
Niveau I				
Diplômes d'ingénieur et diplômes du CNAM	238	468	40	746
Autres diplômes homologués	0	81	201	282
DESS	94	21	24	139
DEA	5	19	22	46
Doctorat	5	10	8	23
Total niveau I	342	599	295	1 236
Total	1 936	2 084	2 793	6 813

L'identification des publics de formation continue

D'après l'article L 900-1 du *Code du travail*, tous « les adultes et les jeunes déjà engagés dans la vie active ou qui s'y engagent » relèvent de la formation professionnelle continue.

La formation d'un stagiaire de la formation continue peut s'effectuer dans le cadre d'une convention passée avec son entreprise ou un organisme professionnel (article L 920-1 du *Code du travail*). Les conventions de formation professionnelle précisent notamment la nature du stage et les modalités de prise en charge de la formation et de la rémunération du stagiaire. Si le stagiaire entreprend la formation à titre individuel et à ses frais, il doit conclure un contrat de formation professionnelle avec le dispensateur de formation (article L 920-13 du *Code du travail*).

Un certain nombre d'individus déjà entrés dans la vie active s'inscrivent dans les établissements d'enseignement

supérieur sans mobiliser les dispositifs de la formation continue et ne sont donc pas juridiquement stagiaires de la formation continue ni identifiés comme tels.

La définition juridique des publics de la formation continue n'est pas suffisamment précise pour avoir la pleine portée normative qui seule permettrait, notamment, l'identification systématique et le dénombrement de ces individus.

D'après une enquête réalisée en 1992 par la Direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale dans dix universités, environ 30 % des étudiants inscrits à l'université présentent un profil atypique au sens suivant : personnes en reprise d'études après une interruption plus ou moins longue, actifs ayant un emploi à temps partiel ou à temps complet, personnes âgées de plus de 27 ans. En particulier, 17 % des inscrits sont atypiques au regard d'au moins deux de ces critères.